



Prière d'afficher et de diffuser

APPEL DE CANDIDATURES – COOPÉRATION VOLONTAIRE

Poste :	Conseiller(ère) juridique volontaire- litige stratégique
Lieu de travail :	Bamako, Mali
Durée :	Six mois
Date de début :	Octobre 2016
Langue de travail :	Français
Conditions :	Le mandat est de nature volontaire. Tous les frais liés à l'affectation (nourriture, logement, assurances, billet d'avion) sont couverts par le programme. Le mandat est non accompagné. Le/a coopérant(e) doit participer à des séances de formation et préparation pré-départ.

Contexte

Le projet « *Justice, prévention et réconciliation pour les femmes, mineurs et autres personnes affectées par la crise au Mali* » est mis en œuvre par le consortium formé d'Avocats sans frontières Canada (ASFC), le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) et l'École nationale d'administration publique (ÉNAP). Il vise l'amélioration de la protection des droits des enfants, des femmes et des collectivités pauvres et marginalisées, ainsi que le renforcement de la démocratie et de la primauté du droit par l'accès à la justice.

Sécurité

La sécurité des coopérants volontaires et des autres collaborateurs(trices) du projet est au cœur des préoccupations d'ASFC et de ses partenaires membres du consortium mettant en œuvre le projet JUPREC au Mali. Des mesures et protocoles de sécurité sont appliqués pour le personnel local, les expatriés, les coopérant(e) volontaires et le personnel en mission court terme. Le/la candidat(e) choisi(e) sera formé(e) en matière de sécurité et devra s'engager à respecter les mesures et protocoles en la matière. Les activités n'étant entreprises que s'il existe des garanties suffisantes et que les conditions s'y prêtent, le consortium peut reporter ou annuler le déploiement du ou de la coopérant(e)s sélectionné(e), notamment pour des motifs liés à la sécurité.

Résumé du poste

Le conseiller(ère) juridique appuiera des avocat(e)s dans le litige de cas de graves violations des droits humains présentés devant les tribunaux nationaux et/ou les instances internationales.

Description du poste

- Effectuer des recherches juridiques liées à des cas concrets de graves violations de droits humains au Mali ;
- Analyser des questions et participer à l'élaboration de stratégies et arguments juridiques ;
- Participer à la documentation et à la systématisation de cas, incluant l'organisation et la classification de preuves ;

- Participer aux réunions avec les parties impliquées dans les cas identifiés (avocat(e)s, Ministère Public, victimes etc.) ;
- Assister aux audiences des cas identifiés ;
- Participer à la rédaction de documents soumis aux tribunaux nationaux ou aux instances internationales ;
- Rédiger des articles sur le travail juridique réalisé ;
- Appuyer le renforcement organisationnel incluant l'organisation du travail, la gestion de l'information, les communications etc. ;
- Réaliser d'autres tâches reliées au litige de cas en appui aux avocat(e)s.

Compétences requises

- Formation universitaire en droit ;
- Connaissances en matière de droit pénal international, de droits humains et de droit international humanitaire ;
- Intérêt pour la promotion et la défense des droits humains et pour le renforcement des acteurs de la société civile ;
- Aptitudes pour la rédaction et la recherche juridique ;
- Capacité à intégrer rapidement les concepts de droit interne pour les harmoniser avec les connaissances en droit international ;
- Maîtrise du français parlé et écrit ;
- Capacité à s'adapter à des situations et conditions de travail parfois difficiles (mesures de sécurité restrictives, ressources limitées, difficultés logistiques, travail sous pression etc.) ;
- Forte motivation associative, sens de la solidarité internationale, adhésion aux valeurs des membres du consortium
- Indépendance et impartialité dans les affaires internes du Mali ;
- Capacité à travailler en équipe, entregent et intelligence interpersonnelle ;
- Capacité à s'intégrer à des dynamiques de travail variées ;
- Maîtrise des outils informatiques de base (Word, Excel, Outlook) ;
- Respect absolu de la confidentialité.

Atouts

- Maîtrise ou doctorat en droit ;
- Expérience préalable dans des fonctions similaires ;
- Expérience en matière de litige en droit pénal ;
- Expérience en matière dans des cas de crimes sexuels ;
- Maîtrise de l'anglais ;
- Expérience auprès de communautés ou de groupes vulnérables ;
- Expérience de travail en Afrique de l'Ouest, de préférence au Mali, ou connaissances du contexte social, économique et juridique de pays en développement ou en situation post-conflit.

Conditions d'admissibilité

- Les candidatures de citoyens canadiens et de résidents permanents au Canada seront privilégiées, mais d'autres candidatures pourront être considérées ;
- Être couvert(e) par le régime d'assurance santé de sa province ou par un régime privé ;
- Être disponible pour participer à une formation pré-départ la semaine du 17 octobre 2016.

Processus de sélection

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent soumettre leur dossier de candidature (lettre de motivation et curriculum vitae) **en français** avant le **dimanche 11 septembre 2016 à 23h59** par courriel.

Courriel : recrutement.pcv@asfcanada.ca – Svp inscrire comme objet du courriel « Conseiller(ère) juridique volontaire - litige stratégique Mali 2016 ».

Nous remercions tou(te)s les candidat(e)s de leur intérêt. Toutefois, seules les personnes sélectionnées pour entrevue seront contactées.